



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Châteauroux, le 24 septembre 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES – CARRIERES

Société IMERYS CERAMICS FRANCE

Commune de GOURNAY

Modification de prescriptions et du
montant des garanties financières

N° S3IC : 100.5962

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 7 juin 2013, le directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations nous a transmis la demande produite par la société IMERYS CERAMICS FRANCE et relative à la modification de certaines prescriptions applicables à la carrière d'argile exploitée sur le territoire de la commune de GOURNAY.

Cette modification porte sur :

- le montant des garanties financières à constituer pour la remise en état de la carrière ;
- les conditions de rejet des eaux d'exhaure de la carrière.

1. Situation administrative

L'exploitation de la carrière dont une carte de localisation est annexée au présent rapport est autorisée pour une durée de 21 ans et une production maximale annuelle de 50 000 tonnes par l'arrêté préfectoral n° 2004-E-84 du 13 janvier 2004 notifié à la société CERATERA.

Cette autorisation a été transférée au profit de la société IMERYS CERAMICS FRANCE par l'arrêté préfectoral n° 2008-02-0120 du 14 février 2008.

2. Présentation de la carrière

La carrière est située aux lieux-dits « le Grand Gaillard », « Le Champ de Zaux », « Pont Gautron » et « Les Ouches ». L'emprise totale est de 6 ha 41 a 14 ca pour une superficie exploitable de 3 ha 70 a.

Le gisement d'épaisseur moyenne 12 m est recouvert d'une couche de stériles (argiles à silex) d'épaisseur 3,5 m et d'une couche de terres végétales d'épaisseur 0,25 m.

L'argile extraite à la pelle mécanique par gradins de hauteur 1,5 m est destinée à l'industrie céramique

En fin d'exploitation, il est prévu un remblaiement intégral de l'excavation résultant de l'extraction tout en conservant en partie Est un plan d'eau d'une superficie de 8500 m² sur une profondeur de 3 m. Seuls sont admis pour le remblayage les matériaux de terrassement excédentaires provenant du centre voisin de stockage de déchets non dangereux exploité par la société SEG dont la société IMERYS est actionnaire à 51%.

3. Modification des garanties financières

L'exploitation des carrières est soumise à l'obligation de constitution de garanties financières en application de l'article L.516-1 du code de l'environnement.

Ces garanties permettent d'assurer la remise en état des terrains exploités en cas de défaillance ou disparition juridique de l'exploitant.

La méthode de calcul du montant des garanties à constituer est définie par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009 et l'acte de cautionnement justifiant de leur constitution est établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Le montant est calculé par phases quinquennales en déterminant des surfaces S1 (emprise des infrastructures), S2 (surfaces décapées et surfaces en cours d'exploitation) et S3 (surface des fronts d'exploitation) pour lesquelles un coût par hectare est défini par arrêté ministériel.

Les surfaces ainsi déterminées et les coûts associés figurant dans le dossier de demande d'autorisation ont été repris dans l'arrêté d'autorisation du 13 janvier 2004.

Une visite d'inspection de la carrière effectuée le 12 juin 2012 a permis de constater que la surface S2 en cours d'exploitation (1,3 ha environ) était nettement supérieure à la valeur de 0,44 ha retenue pour le calcul du montant des garanties financières et figurant dans l'arrêté d'autorisation du 13 janvier 2004.

L'exploitant a justifié cet écart par un rythme d'exploitation beaucoup plus faible que celui prévu initialement et il semble par ailleurs qu'il n'ait pas pu disposer en quantité suffisante de matériaux de remblai en provenance du centre voisin de stockage de déchets.

Le nouveau calcul fourni est établi en prenant en compte toutes les phases d'exploitation jusqu'à la date d'échéance de l'autorisation.

4. Rejet des eaux d'exhaure

L'article 3.5.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 13 janvier 2004 est ainsi rédigé :

« 3.5.1.2 - REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Les eaux recueillies dans la carrière (eaux pluviales, eaux de ruissellement) seront collectées et canalisées vers un point bas de la zone d'extraction.

Après décantation, elles seront rejetées par pompage dans le fossé aboutissant à la rivière « L'Auzon ». Le débit maximal de rejet sera de 36 m³/h et les eaux devront respecter au rejet les prescriptions suivantes :

Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;

La température est inférieure à 30°C ;

Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105) ;

La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101) ;

Les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90-114).

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Le rejet devra pouvoir être interrompu rapidement (fermeture sur l'émissaire, arrêt de pompage...)

Des analyses de contrôle des paramètres ci-dessus seront réalisées par un laboratoire agréé tous les ans. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées. Ils seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation. »

Le débit maximal de rejet a été fixé à 36 m³/h (10 l/s) à la demande de la DIREN (direction régionale de l'environnement) consultée lors de l'instruction de la demande d'autorisation, ce débit permettant de respecter l'objectif de qualité de l'Auzon compte tenu de son faible débit d'étiage.

Les eaux recueillies en fond de fouille sont rejetées par pompage dans un fossé qui aboutit à la rivière l'Auzon à 1,5 km au nord de la carrière.

La visite d'inspection du 12 juin 2012 a permis de relever les écarts suivants par rapport aux prescriptions mentionnées ci dessus :

- absence d'un canal de mesure du débit ;
- absence d'un dispositif de prélèvement ;
- absence de coloration du milieu récepteur.

Concernant la qualité des eaux rejetées, les résultats du contrôle réalisé le 28 mars 2012 justifient du respect des valeurs limites prescrites : pH 6,1, DCO < 10 mg/l, MES 8 mg/l, hydrocarbures totaux < 50 µg/l.

L'eau étant rejetée par pompage en fond de fouille, l'exploitant précise que le débit maximal de la pompe utilisée permet de garantir le respect du débit maximal prescrit de 36 m³/h. La notice technique de la pompe utilisée montre un débit variant de 36 m³/h pour un pompage à 5 m de profondeur à 24 m³/h pour un pompage à 20 m de profondeur.

L'exploitant sollicite en conséquence une atténuation de prescription lui permettant de ne pas mettre en place le canal de mesure de débit, le matériel de pompage utilisé permettant de respecter le débit maximal prescrit.

5. Avis de l'inspection des installations classées

5.1 Sur la modification du montant des garanties financières

Le nouveau calcul du montant des garanties financières à constituer pour la remise en état de la carrière n'appelle pas de remarque particulière de notre part et ne remet pas en cause les conditions de remise en état de la carrière, l'exploitant ayant confirmé qu'il envisageait de poursuivre l'exploitation en remblayant intégralement le vide de fouille.

Le montant des garanties financières à constituer est donc repris dans le projet de prescriptions joint au présent rapport et les coûts sont actualisés en fonction du dernier indice TP01 connu.

5.2 Sur le contrôle du débit des eaux d'exhaure

L'inspection des installations classées propose d'accéder à la requête de l'exploitant visant à contrôler le débit des eaux d'exhaure à partir de caractéristiques de la pompe utilisée.

L'exploitant devra tenir à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments justifiant des conditions de rejet des eaux (caractéristiques techniques de la pompe, profondeur de pompage, ...) et la pompe sera facilement identifiable.

Cette modification de prescription ne dispense pas l'exploitant de la mise en place du dispositif de prélèvement ainsi que du contrôle annuel de la coloration du milieu récepteur tels qu'ils sont actuellement prescrits.

Le projet de prescriptions joint au présent rapport est modifié en fonction des indications qui précèdent.

6. Conclusion

Nous proposons donc à Monsieur le préfet de l'Indre de modifier le montant des garanties financières à constituer pour la remise en état de la carrière exploitée par la société IMERYS CERAMICS FRANCE sur le territoire de la commune de GOURNAY.

Il est également proposé de donner une suite favorable à la demande de cette société en vue de remplacer le canal de contrôle de débit des eaux rejetées dans la rivière l'Auzon par un matériel de pompage adapté à la valeur maximale de débit prescrite.

Un projet de prescriptions en ce sens est joint au présent rapport et l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation carrières doit être recueilli en application de l'article R.515-1 du code de l'environnement.

